

## SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- JUILLET 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) pour l'année 2022 se déroule dans un contexte marqué par la poursuite de la reprise de l'activité économique entamée à partir de 2021, mais qui demeure confrontée, d'une part, à une faible récolte céréalière et, d'autre part, au renchérissement des cours des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, aux tensions inflationnistes et aux perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin juillet 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 25,6 MM.DH, en amélioration de 17 MM.DH par rapport à la même période de 2021. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+34,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+17,3 MM.DH).

### RECETTES

#### Comportement favorable des recettes fiscales ...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 34,3 MM.DH ou 24,8% comparativement à fin juillet 2021 et un taux de réalisation de 65,5% par rapport aux prévisions de la LF.

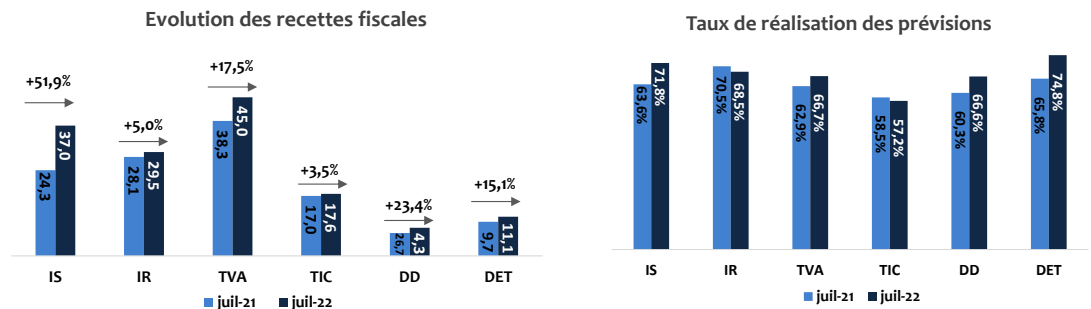
Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 24,7 MM.DH ou 19,8%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 67,1%, et ce, en dépit de la poursuite de l'effort de remboursement des crédits de TVA. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont ainsi atteint un montant de 9,1 MM.DH, contre 6,6 MM.DH à fin juillet 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 12,6 MM.DH (+51,9%) suite à l'amélioration remarquable des recettes au titre du complément de régularisation (+6,9 MM.DH, 149,8%), du 1<sup>er</sup> acompte (+3,6 MM.DH, +67,9%) et du 2<sup>ème</sup> acompte (+2,9 MM.DH, +43,6%). Cette bonne performance provient essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier ;
- Augmentation de l'IR de 1,4 MM.DH (+5%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+1,4 MM.DH) et de l'IR sur les professionnels (+283 M.DH). Ces augmentations ont permis de compenser l'effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;
- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1,2 MM.DH (-8,2%), sous l'effet

principalement de la hausse des remboursements (5,1 MM.DH contre près de 3,8 MM.DH à fin juillet 2021) ;

- Augmentation de la TVA à l'importation de 7,9 MM.DH (+32,8%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (+44,2% à fin juin 2022) ;
- Progression des taxes intérieures de consommation de 602 -M.DH (+3,5%) attribuable aux TIC sur les tabacs (+343 M.DH,+5,3%) et sur les produits autres que les produits énergétiques (+246 M.DH,+21,4%).
- Hausse des droits de douane de 1,5 MM.DH (+23,4%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 1,5 MM.DH (+15,1%) attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (+1,1 MM.DH), de la taxe sur les contrats d'assurance (+131 M.DH) et de la TSAV (+114 M.DH).



### ... et amélioration des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à près de 20,5 MM.DH contre 11,1 MM.DH à fin juillet 2021, soit une hausse de 9,4 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 6 MM.DH, dont 3 MM.DH versés par l'OCP, 2,2 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 458 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 14,5MM.DH, dont 10,2MM.DH au titre des financements innovants

## DEPENSES

### Augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 22,5 MM.DH (+15%) et un taux d'exécution de 65,9%.

Cette évolution par rapport à fin juillet 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation (+15,4 MM.DH) et des dépenses au titre des biens et services (+6,3 MM.DH).

L'augmentation des charges de la compensation est attribuable, notamment, à la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 831 \$/T contre près de 547 \$/T à fin juillet 2021. Ces charges se sont situées à près de 26,3 MM.DH, soit un taux de réalisation de 77,8% par rapport à la prévision actualisée à ce titre (33,8 MM.DH). Il est à signaler que ces charges comprennent des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport pour un montant de 2,1 MM.DH, et ce, dans le cadre des mesures décidées par le Gouvernement pour faire face au renchérissement des cours des produits énergétiques.

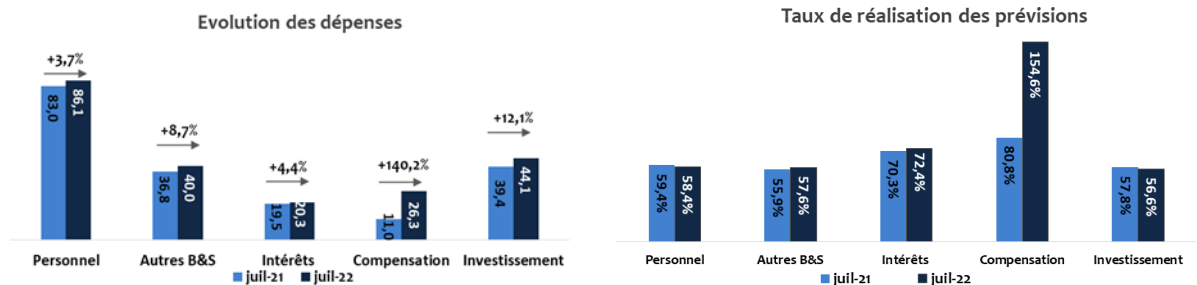
La progression des dépenses de biens et services recouvre un montant de 3,2 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 3,1 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu une hausse de 866 M.DH pour se situer à 20,3 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette

intérieure (+966 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-100 M.DH).

**Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 511 M.DH, contre un solde de -12,3 MM.DH à fin juillet 2021.**

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 44,1 MM.DH, contre 39,4 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 56,6%.



## COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

**Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...**

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 19,1 MM.DH, contre 9,1 MM.DH à fin juillet 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,3 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,6 MM.DH à fin juillet 2021.

## FINANCEMENT

**Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...**

Compte tenu de ces évolutions et d'une augmentation des opérations en instance de 6,3 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 19,2 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire de 2,2 MM.DH, a été couvert principalement par le recours au marché de la dette intérieure pour un flux net de 15,6 MM.DH, le flux net de la dette extérieure s'étant établi à 923 M.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 76,2 MM.DH, contre 88,6 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 60,5 MM.DH, contre 57,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 6,5 MM.DH, contre 9,1 MM.DH à fin juillet 2021, et des amortissements de 5,6 MM.DH, soit le même niveau enregistré un an auparavant.

**SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR**  
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Juillet	Loi de finances	Juillet	Juillet 2022 / Juillet 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>I - RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>137.975</b>	<b>262.906</b>	<b>172.242</b>	<b>24,8%</b>	<b>34.267</b>	<b>65,5%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>137.975</b>	<b>257.906</b>	<b>172.242</b>	<b>24,8%</b>	<b>34.267</b>	<b>66,8%</b>
<b>Recettes fiscales</b>	<b>124.878</b>	<b>222.863</b>	<b>149.620</b>	<b>19,8%</b>	<b>24.742</b>	<b>67,1%</b>
- Impôts directs	53.368	97.693	67.835	27,1%	14.467	69,4%
- Impôts indirects	55.329	98.243	62.627	13,2%	7.298	63,7%
- Droits de douane	6.494	12.027	8.012	23,4%	1.518	66,6%
- Enregistrement et timbre	9.688	14.901	11.147	15,1%	1.459	74,8%
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>11.078</b>	<b>35.944</b>	<b>20.514</b>	<b>85,2%</b>	<b>9.436</b>	<b>57,1%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.248	13.985	6.037	15,0%	789	43,2%
- Autres recettes	5.830	16.959	14.477	148,3%	8.647	85,4%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>2.019</b>	<b>4.100</b>	<b>2.108</b>	<b>4,4%</b>	<b>89</b>	<b>51,4%</b>
- Fonds de soutien des prix	146	600	215	47,3%	69	35,8%
- Fonds spécial routier	1.873	3.500	1.893	1,1%	20	54,1%
<b>II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST</b>	<b>180.546</b>	<b>335.554</b>	<b>197.810</b>	<b>9,6%</b>	<b>17.264</b>	<b>59,0%</b>
<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>150.245</b>	<b>262.061</b>	<b>172.753</b>	<b>15,0%</b>	<b>22.508</b>	<b>65,9%</b>
<b>Biens et services</b>	<b>119.836</b>	<b>216.967</b>	<b>126.120</b>	<b>5,2%</b>	<b>6.284</b>	<b>58,1%</b>
Personnel (1)	83.010	147.537	86.107	3,7%	3.097	58,4%
Autres biens et services	36.826	69.430	40.013	8,7%	3.187	57,6%
<b>Dette publique (2)</b>	<b>19.458</b>	<b>28.075</b>	<b>20.324</b>	<b>4,4%</b>	<b>866</b>	<b>72,4%</b>
Intérieure	16.674	23.390	17.640	5,8%	966	75,4%
Extérieure	2.784	4.684	2.684	-3,6%	-100	57,3%
<b>Compensation (3)</b>	<b>10.951</b>	<b>17.020</b>	<b>26.309</b>	<b>140,2%</b>	<b>15.358</b>	<b>154,6%</b>
<b>SOLDE ORDINAIRE</b>	<b>-12.270</b>	<b>845</b>	<b>-511</b>	<b>-95,8%</b>	<b>11.759</b>	<b>-60,4%</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>	<b>39.362</b>	<b>77.993</b>	<b>44.121</b>	<b>12,1%</b>	<b>4.759</b>	<b>56,6%</b>
dont Fonds spécial routier	1.460	3.500	1.487			42,5%
<b>SOLDE DES CST (4)</b>	<b>9.061</b>	<b>4.500</b>	<b>19.064</b>	<b>110,4%</b>	<b>10.003</b>	<b>423,7%</b>
<b>DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</b>	<b>-42.571</b>	<b>-72.648</b>	<b>-25.567</b>	<b>-39,9%</b>	<b>17.003</b>	<b>35,2%</b>
<b>VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE</b>	<b>-14.367</b>		<b>6.342</b>		<b>20.709</b>	
<b>BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>	<b>-56.938</b>	<b>-72.648</b>	<b>-19.226</b>	<b>-66,2%</b>	<b>37.712</b>	<b>26,5%</b>
<b>FINANCEMENT INTERIEUR</b>	<b>53.443</b>	<b>51.976</b>	<b>18.303</b>		<b>-35.140</b>	<b>35,2%</b>
Endettement intérieur	31.055		15.642		-15.413	
Autres opérations	22.388		2.661		-19.727	
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>3.495</b>	<b>20.672</b>	<b>923</b>		<b>-2.572</b>	<b>4,5%</b>
Tirages	9.106	40.000	6.520		-2.586	16,3%
Amortissements	-5.611	-19.328	-5.598		13	29,0%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Juillet	Loi de finances	Juillet	Juillet 2022 / Juillet 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>124.878</b>	<b>222.863</b>	<b>149.620</b>	<b>19,8%</b>	<b>24.742</b>	<b>67,1%</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>53.368</b>	<b>97.693</b>	<b>67.835</b>	<b>27,1%</b>	<b>14.467</b>	<b>69,4%</b>
Taxe professionnelle	124	220	69	-44,4%	-55	31,3%
Impôt sur les sociétés (I.S)	24.328	51.447	36.959	51,9%	12.631	71,8%
Impôt sur le revenu ( I.R)	28.071	43.041	29.464	5,0%	1.393	68,5%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	72	0	4	-94,4%	-68	-
Taxe urbaine/d'habitation	15	22	8	-46,7%	-7	36,1%
Majorations	744	2.136	1.006	35,2%	262	47,1%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	307	-	307	38,4%
Autres impôts directs	14	25	18	28,6%	4	71,1%
<b>Impôts indirects</b>	<b>55.329</b>	<b>98.243</b>	<b>62.627</b>	<b>13,2%</b>	<b>7.298</b>	<b>63,7%</b>
<b>Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)</b>	<b>38.314</b>	<b>67.446</b>	<b>45.010</b>	<b>17,5%</b>	<b>6.696</b>	<b>66,7%</b>
(Intérieure)	14.285	24.346	13.110	-8,2%	-1.175	53,8%
(Importation)	24.029	43.100	31.900	32,8%	7.871	74,0%
<b>Taxe intérieure de consommation (T.I.C)</b>	<b>17.015</b>	<b>30.796</b>	<b>17.616</b>	<b>3,5%</b>	<b>602</b>	<b>57,2%</b>
(Tabacs)	6.431	11.813	6.774	5,3%	343	57,3%
(Produits énergétiques)	9.435	16.995	9.448	0,1%	13	55,6%
(Autres)	1.149	1.989	1.395	21,4%	246	70,1%
<b>Droits de douane (D.D)</b>	<b>6.494</b>	<b>12.027</b>	<b>8.012</b>	<b>23,4%</b>	<b>1.518</b>	<b>66,6%</b>
<b>Enregistrement et timbre (D.E.T)</b>	<b>9.688</b>	<b>14.901</b>	<b>11.147</b>	<b>15,1%</b>	<b>1.459</b>	<b>74,8%</b>
<b>RECETTES NON FISCALES</b>	<b>11.078</b>	<b>35.944</b>	<b>20.514</b>	<b>85,2%</b>	<b>9.436</b>	<b>57,1%</b>
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	5.248	13.985	6.037	15,0%	789	43,2%
- Autres recettes	5.830	16.959	14.477	148,3%	8.647	85,4%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
<b>Recettes de certains CST</b>	<b>2.019</b>	<b>4.100</b>	<b>2.108</b>	<b>4,4%</b>	<b>89</b>	<b>51,4%</b>
Fonds de soutien des prix	146	600	215	47,3%	69	35,8%
Fonds spécial routier	1.873	3.500	1.893	1,1%	20	54,1%
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>137.975</b>	<b>262.906</b>	<b>172.242</b>	<b>24,8%</b>	<b>34.267</b>	<b>65,5%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)</b>	<b>137.975</b>	<b>257.906</b>	<b>172.242</b>	<b>24,8%</b>	<b>34.267</b>	<b>66,8%</b>